

Collectivités territoriales

PLANIFICATION URBAINE ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL EN AFRIQUE

Dakar trace une feuille de route

L'atelier sur le thème : « Planification urbaine et développement territorial : enjeux et opportunités pour les villes en Afrique » a pris fin hier à Dakar. Il a permis aux villes africaines de se consacrer à la mise en œuvre de conventions de partenariat et d'adopter une déclaration commune qui fixe le cadre de travail, une feuille de route et un programme.



Les participants à l'atelier à Dakar ont élaboré une feuille de route.

Les accords majeurs obtenus par les autorités des villes présentes à l'atelier sur « Planification urbaine et développement territorial : enjeux et opportunités pour les villes en Afrique » sont fixés par convention de la possibilité de signer des partenariats stratégiques entre les villes. A travers les présentations faites à l'issue de l'atelier (mardi 16 et mercredi 17 avril 2019), les participants ont mis en évidence la nécessité des villes d'élargir leur portefeuille d'opportunités pour les partenariats stratégiques entre les villes. A travers les présentations faites à l'issue de l'atelier (mardi 16 et mercredi 17 avril 2019), les participants ont mis en évidence la nécessité des villes d'élargir leur portefeuille d'opportunités pour les partenariats stratégiques entre les villes.

Il a été également reconnu de renforcer l'appui et l'accompagnement des villes signataires en matière d'institutionnalisation technique, de renforcement institutionnel et de procédures réglementaires pour une planification urbaine

stratégique et un développement territorial intégré et durable.

Les participants de l'atelier de Dakar ont notamment engagé les principaux partenaires des villes signataires dans la mise en œuvre des conventions selon un calendrier défini de manière accordée entre les parties prenantes. Il a été aussi question pour les villes signataires de renforcer les agences urbaines du Maroc en vue de la mise en œuvre effective des conventions avec pour objectif la création, à moyen terme, d'agences urbaines ou d'institutionnaliser existante dans les différentes villes.

Pour ce faire, les participants ont proposé de mettre en place un programme de renforcement des capacités dans le domaine de la planification urbaine et du développement territorial en faveur des villes signataires des conventions. Aussi, les participants ont décidé de traduire la mise en œuvre des partenariats dans le cadre d'un programme triennal sous forme d'une branche de soutien et d'un programme dont les résultats seront prélevés lors du prochain sommet Africitéc au Kenya.

Le tout est basé, de son côté, d'inscrire la demande et les résultats de l'atelier dans les agendas internationaux des villes et territoires tels que les Objectifs de développement durable, le développement durable, le nouvel agenda urbain et la charte africaine des valeurs et des priorités

de la diversification, de la gouvernance locale et du développement local.

L'atelier a encouragé la participation des villes signataires qui ont des conventions illustratives à sar-

voir Khartoum et Casablanca ; Abidjan, Al Hoceima et Al Jadid ; Dakar et N'Djamena ; Jinga et Kano ; Bamako et Ouagadougou ; Yaoundé et Marrakech.

Rémi Maka SENE

AMINE IDRISI BELKASMI, PRESIDENT DE LA FEDERATION DES AGENCE URBAINES DU MAROC

«Aller vers une démarche innovante dans le partenariat entre les villes»

Le président de la Fédération des Agences urbaines du Maroc (Fajau), Amine Idrissi Belkassi, s'est réjoui de l'atelier de Dakar. «Une rencontre dont les résultats sont, selon lui, très encourageants pour rapport à la suite du processus de partenariat. «C'est un atelier qui a eu largement d'être suivi. Il y a eu beaucoup d'échanges. Il y a eu des échanges très constructifs entre les villes signataires de conventions et avec les autres participants», a-t-il déclaré, bien en amont de la clôture de l'atelier. Ces rencontres ont permis aux différentes villes de mutualiser leur know-how, grâce à l'appel normatif institutionnel, des agences urbaines ou des institutions similaires dans toutes les villes signataires. «Toutes les villes ont mutualisé leur know-how pour rapport à cette démarche. En tant que Fédération, nous sommes engagées à les accompagner. Nous, nous avons découvert que les instances étaient finalement un bon choix, puisque tout le monde était rencontré avec des problématiques communes», a indiqué M. Belkassi. Pour rentrer sur les places d'actions, les villes se sont alors d'accord sur l'accompagnement de la ville de Dakar pour renforcer ses structures d'urbanisme à travers la création d'un entité dédiée à une agence urbaine à Khartoum, ville non identifiée (il y a actuellement une ville de Khartoum, bien, peut-être) composée entre les deux équipes pour identifier des axes de travail des actions et des choses qui peuvent être intégrées dans le cadre d'une démarche urbaine de villes à villes». Il a alors lancé un programme d'échange de délégués pour le renforcement des compétences institutionnelles de N'Djamena avec Dakar et de Dakar avec N'Djamena. La même chose a été faite pour Jinga et Ouagadougou.

Rémi Maka SENE



EN MANQUE D'EAU DEPUIS SEPT MOIS Thiénaba demande l'aide du Président Macky Sall

Du fait de la mauvaise gestion du conseil en charge de la mise en œuvre de l'eau, les populations de Thiénaba ont souffert depuis sept mois. Elles demandent l'aide du chef de l'Etat, Macky Sall pour stopper l'afflux de 90 millions de FCFA.

Constituée depuis sept mois à un manque d'eau, des populations de la commune de Thiénaba ont souffert, hier, pour supplier leur maire. Avec des réseaux vides et des fuites de gros, «Nous avons aussi », a résumé un résident, « Thiénaba a besoin d'eau », etc. Par cette manière, elles ont aussi sollicité l'aide du conseil en charge de l'eau depuis sept mois. Suite au dialogue avec certains membres du Conseil en charge de l'eau, nous avons compris que le problème est causé par une gestion négligente du budget par les conseillers délégués associés qui a des factures imprévues à la finition qui s'élèvent à 90 millions de FCFA, ce qui est insupportable », a expliqué Cheikh Diakhaté, le porte-parole du peuple. « Nous demandons l'aide du Président Macky Sall, de la Préfecture de Matam, Pape Sall et de toutes les autorités volontaires, pour résoudre ce problème », a sollicité Cheikh Diakhaté. Les populations de Thiénaba demandent aussi au gouvernement de mandater une délégation de service public de Dakar vers la Société des eaux (Sode) et l'Office des eaux pour la bonne gestion de l'eau.

Rémi Maka SENE